

« Mitterrand et l'Allemagne : la véritable histoire »

par Jean-Louis Bianco et Hubert Védrine

(Le Figaro, 9 mai 2011)

À l'occasion de l'anniversaire de l'élection présidentielle du 10 mai 1981, l'ancien secrétaire général de l'Élysée et l'ancien ministre des Affaires étrangères sous Mitterrand analysent la politique étrangère de ce dernier.

La polémique recuite sur la politique conduite par François Mitterrand à l'égard de la réunification de l'Allemagne a resurgi du fait de François Fillon. « Nous n'avons rien vu venir en Tunisie ; lui non plus en Allemagne », a-t-il dit en substance. Sur le premier point, il se serait mieux défendu en rappelant que personne n'est censé prévoir l'imprévisible (ce qui a fait problème, c'était la réaction, pas l'absence de prévision). Quant à la seconde affirmation, elle est fautive mais tenace.

« Il n'a rien vu. » On ne peut pas se tromper plus ! Dès octobre 1981, François Mitterrand prédisait à Helmut Schmidt que d'ici dix ou quinze ans, l'URSS serait assez affaiblie pour ne plus être capable d'empêcher la réunification. L'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir le renforça dans cette conviction. En juillet 1989, quatre mois avant la chute du Mur, il réaffirma publiquement dans plusieurs journaux européens ce qui avait été sa ligne de conduite déjà comme premier secrétaire du PS : « L'aspiration des Allemands à la réunification est légitime dès lors qu'elle se déroule démocratiquement et pacifiquement. » Démocratiquement, cela voulait dire des élections libres en RDA. Pacifiquement, cela supposait que seraient pris en compte les intérêts des pays voisins, en particulier la question des frontières avec la Pologne (elle-même très inquiète) et le renoncement aux armes ABC. Plus tard, il ajouta : que cela renforce l'Europe et que cela n'entraîne pas la chute de Gorbatchev.

Alors qu'a-t-il échoué à prévoir qu'un autre ait vu mieux que lui ? À quel prophète extralucide le compare-t-on ? Quelle déclaration prémonitoire d'un de ses prédécesseurs, de George Bush père, de Margaret Thatcher, de Mikhaïl Gorbatchev, de Helmut Kohl lui-même, lui oppose-t-on aux siennes ? Helmut Kohl qui, en novembre 1989 encore, après la chute du Mur, expliquait à ses compatriotes, dans son plan en dix points, que la réunification prendrait encore des années et bien des étapes ? « Il était contre. » On l'a vu, c'était faux. Fallait-il approuver les yeux fermés ce processus ? Pendant quarante ans, la perspective de cette réunification avait été considérée comme un casus belli potentiel. Tout l'acquis de la construction européenne aurait pu s'en trouver remis en question et on aurait voulu que le président français traitât cet événement avec légèreté, en groupie ? François Mitterrand l'a traité avec gravité et sérieux, en ami de l'Allemagne, un ami sincère mais exigeant, et en veillant aux intérêts de la France, à l'avenir de l'Union européenne et de la paix en Europe, il s'est comporté non en commentateur ou en supporteur, mais en président. Il ne s'est pas demandé s'il était pour ou contre mais que faire pour que cela se passe bien.

« Il a laissé passer le train de l'histoire. » C'est l'attaque la plus sottise. Voilà un homme - François Mitterrand - qui a fixé son cap plusieurs années avant que ses futurs

détracteurs aient conçu à retardement leurs futures critiques ; qui a mené pendant toutes les années 1980 la politique franco-allemande que l'on sait et dont on voit aujourd'hui qu'elle avait pour but de préparer la France, l'Allemagne et l'Europe à ce rendez-vous ; qui a agi de concert avec Helmut Kohl pour accompagner les changements à l'Est et la réunification par un renforcement de l'Europe ; qui, dès le Conseil européen de juin 1989, a essayé de convaincre Kohl d'accepter la monnaie unique ; qui, dès septembre 1989 - deux mois avant la chute du Mur -, a donné comme instruction à Roland Dumas et à ses collaborateurs de tout faire pour obtenir cet engagement allemand sur la monnaie au Conseil européen de décembre 1989 à Strasbourg. Ce qui fut fait. C'est aussi lui qui, pressentant les immenses changements à venir et voulant non pas les empêcher, bien sûr, mais les encadrer et les organiser, a lancé fin 1989 trois idées : la Berd pour aider l'Europe de l'Est à réussir sa transition ; un sommet spécial de la Conférence pour la sécurité et la coopération européennes, pour régler pacifiquement ce grand bouleversement, et ce fut le sommet de Paris, en novembre 1990 ; enfin, une «confédération européenne», pour offrir aux nouvelles démocraties de l'Est une structure où elles se seraient trouvées immédiatement à égalité de droits avec les pays d'Europe de l'Ouest. Et là il échoua du fait du refus des pays de l'Est et des États-Unis. Les tensions légitimes, à l'automne et à l'hiver 1989, furent la genèse du traité de Maastricht. Où sont dans tout cela les trains ratés ?

Vingt-cinq ans après ces événements, on doit pouvoir aborder ce sujet de façon historique et non politicienne. Ce qui aurait pu être un drame et réduire l'Europe en miettes a fourni, au contraire, un exemple rare de gestion intelligente d'une grande mutation géopolitique par François Mitterrand, mais aussi par Helmut Kohl, George Bush et Mikhaïl Gorbatchev.